



CAMEROUN

Léa Vicky Magne Domgho, Didier Begoude, Tata Precillia Ngome et Gert-Jan Stads

Tendances clés

- ▶ En 2012–2015, les dépenses de recherche agricole (en termes corrigés de l'inflation) ont augmenté de près d'un tiers, ce qui reflète principalement la hausse des coûts salariaux suite à la reclassification du personnel de l'IRAD et l'augmentation des apports de la France par le biais du C2D, programme d'annulation et de conversion de la dette bilatérale.
- ▶ En 2015, le Cameroun n'investit que 0,39% de son PIBA dans la R&D agricole, taux bien inférieur à la cible d'au moins 1% fixée par l'Union africaine et les Nations Unies.
- ▶ En 2016, un effort de recrutement à grande échelle mit fin à une longue période de perte de capacités causée par les départs à la retraite en renforçant le groupe de scientifiques de l'IRAD de 90 nouveaux chercheurs.

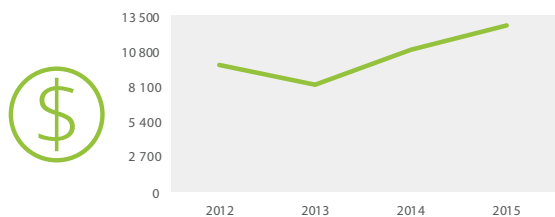
Défis actuels

- ▶ La plupart de ses nouvelles recrues étant titulaires d'un MSc, l'IRAD ne dispose pas d'une masse critique de chercheurs qualifiés dans des domaines clés, notamment ceux de la recherche sur la production animale, les arbres fruitiers, la nutrition et la sécurité alimentaire et sur les cultures vivrières autres que le maïs et le manioc.
- ▶ À la différence de la plupart des gouvernements africains, l'État camerounais n'intervient que modestement dans le financement de la recherche agricole. Si depuis peu les bailleurs de fonds renforcent leur appui à la recherche agricole – signe positif, en soi –, une lourde dépendance par rapport à ce financement-là entraîne une plus grande vulnérabilité face aux chocs de financement, ce qui influe négativement sur la conduite de programmes de recherche à long terme.

Options politiques

- ▶ Aux fins d'accélérer la productivité agricole du pays, le gouvernement camerounais se doit de respecter les engagements pris dans son plan national d'investissement agricole (2014–2020), augmenter ses propres investissements dans la recherche agricole et tirer parti des retombées de connaissances de pays voisins.
- ▶ Au Cameroun, le potentiel de financement du secteur privé reste largement inexploité. Pour l'activer, il est essentiel de créer un environnement politique propice en termes d'incitations fiscales, de protection des droits de propriété intellectuelle et de réformes réglementaires visant à stimuler la diffusion des technologies internationales.

DÉPENSES DE RECHERCHE AGRICOLE



Millions de francs CFA (prix constants 2011)

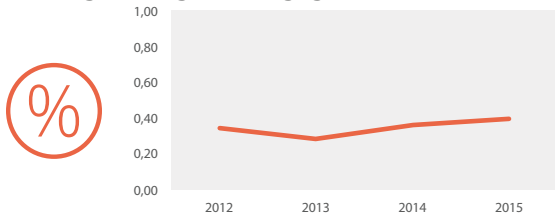
12 407,5

Millions de dollars PPA (prix constants 2011)

54,6

CAMEROUN (2015)	CÔTE D'IVOIRE	RÉPUBLIQUE DU CONGO	RÉPUBLIQUE DÉM. DU CONGO
12 407,5	77,7	6,3	27,7

INTENSITÉ DES DÉPENSES

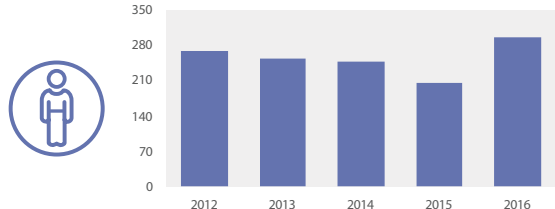


Pourcentage du PIBA consacré à la recherche agricole

0,39%

CAMEROUN (2015)	CÔTE D'IVOIRE	RÉPUBLIQUE DU CONGO	RÉPUBLIQUE DÉM. DU CONGO
0,39%	0,50%	0,26%	0,24%

CHERCHEURS AGRICOLES



Équivalents temps plein

204,9

Proportion de chercheurs titulaires d'un MSc et PhD

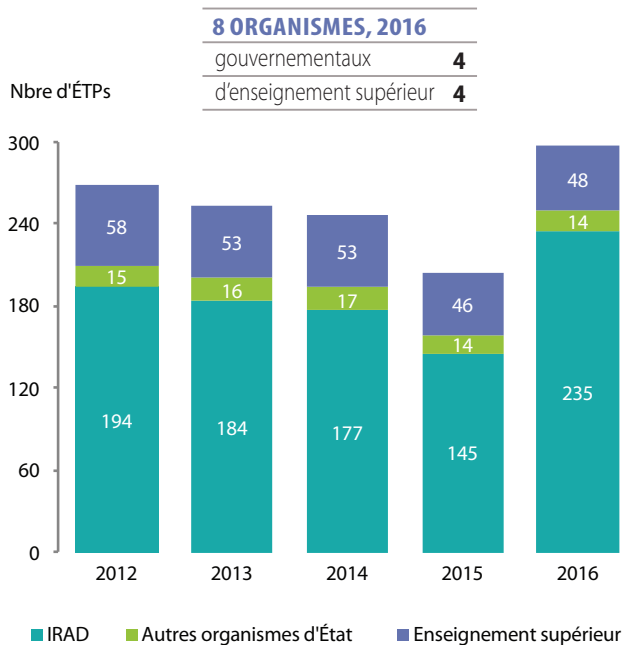
97%

CAMEROUN (2015)	CÔTE D'IVOIRE	RÉPUBLIQUE DU CONGO	RÉPUBLIQUE DÉM. DU CONGO
204,9	282,6	79,2	553,0

CAMEROUN (2015)	CÔTE D'IVOIRE	RÉPUBLIQUE DU CONGO	RÉPUBLIQUE DÉM. DU CONGO
97%	100%	90%	38%

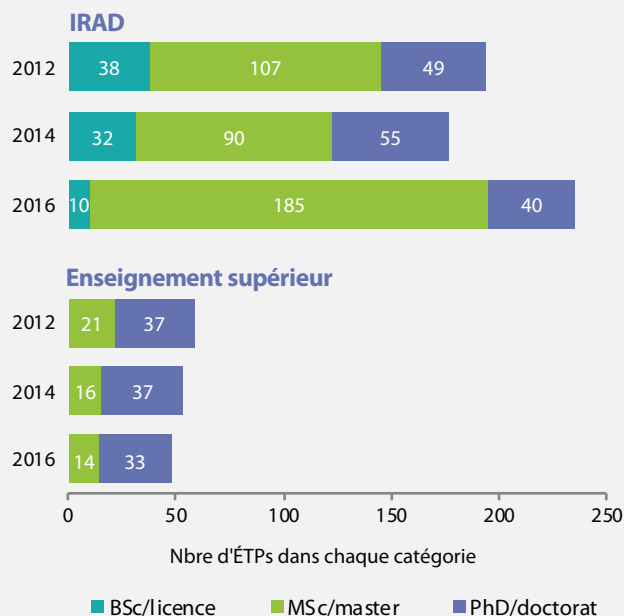
Composition institutionnelle de la recherche agricole

Au Cameroun, on note une chute de l'effectif total des chercheurs agricoles entre 2012 et 2015, puis une reprise en 2016. Le programme de recrutement (2015-2017) que l'État a mis en œuvre par l'intermédiaire du MINRESI en vue d'atteindre la masse critique de personnel au sein de ses institutions de recherche explique la forte hausse constatée en 2016 à l'IRAD.



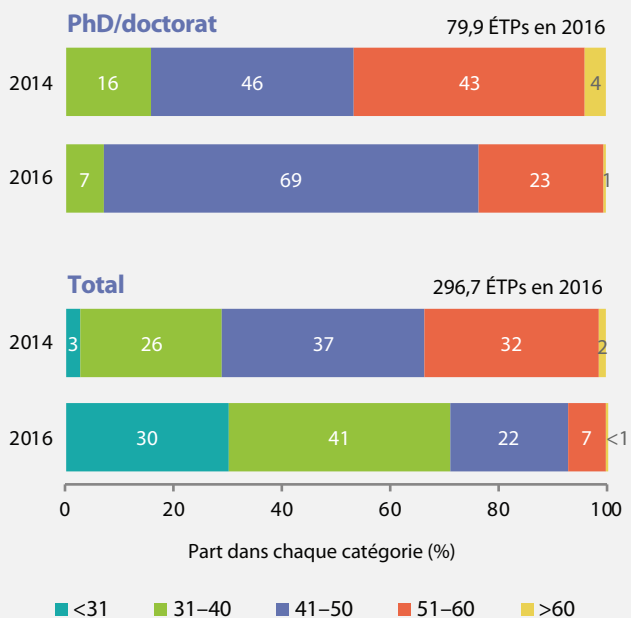
Chercheurs agricoles, par niveau de qualification

La forte croissance des effectifs de l'IRAD entre 2012 et 2016 s'explique par un afflux de chercheurs agricoles de niveau master. En 2016, alors que, exprimé en ÉTP, l'IRAD employait cinq fois plus de scientifiques que le secteur de l'enseignement supérieur, la proportion de diplômés en doctorat parmi ses employés était nettement inférieure.



Répartition des chercheurs agricoles par tranche d'âge

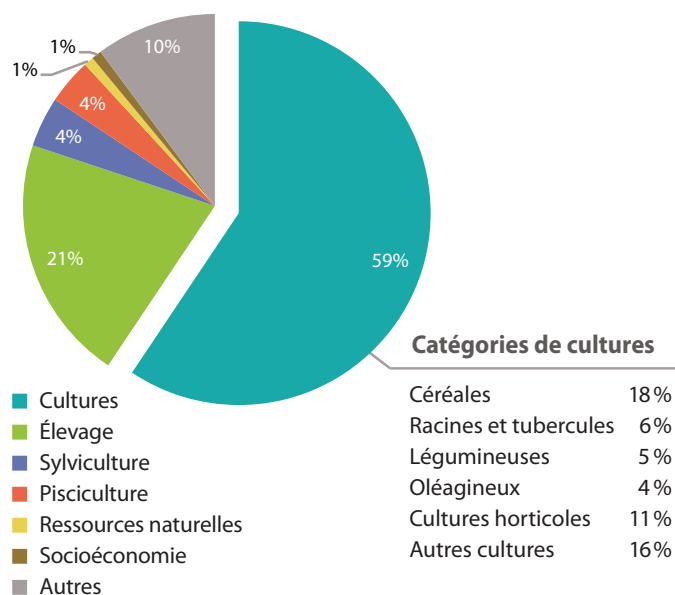
En 2014, près de la moitié des chercheurs agricoles camerounais titulaires d'un doctorat avaient plus de 50 ans. En 2016, cette proportion était tombée à 24%. En termes absolus, le pays a perdu 21 chercheurs (ÉTPs) diplômés en doctorat au cours de ces deux années, principalement en raison des départs à la retraite.



Chercheurs agricoles, par filière

En 2016, 59% des recherches des scientifiques agricoles camerounais portaient sur les cultures et 21% sur l'élevage. Les principales cultures étudiées étaient les fruits, le maïs, le cacao, le coton et la noix de palme.

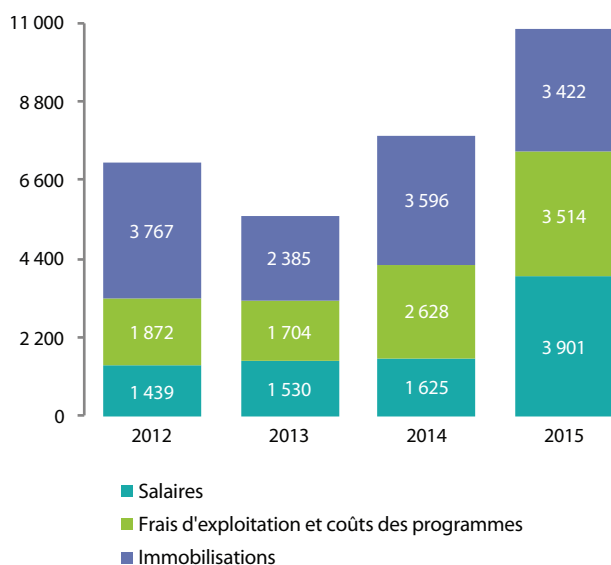
Part des chercheurs, 2016



Dépenses de l'IRAD, par catégorie de coût

La forte hausse de la masse salariale de l'IRAD constatée en 2015 reflète la reclassification du personnel. À cela s'ajoute une augmentation des frais d'exploitation et de programme entre 2013 et 2015. Il est à noter que les activités de recherche camerounaises sont en grande partie financées par le mécanisme du C2D.

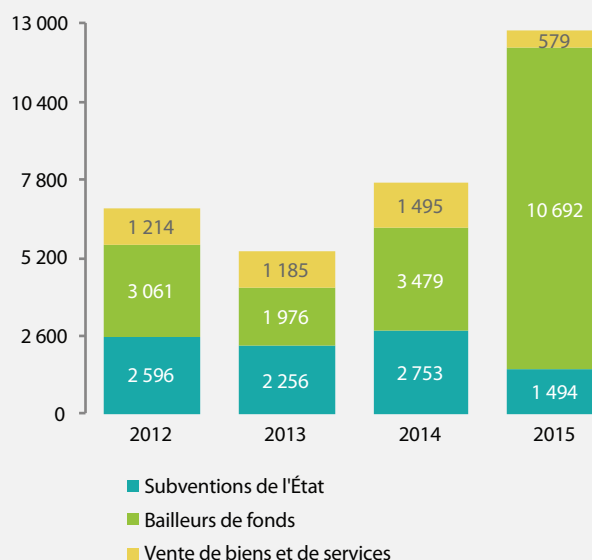
Millions de francs CFA
(ajustés de l'inflation ; année de référence = 2011)



Sources de financement de l'IRAD

Tout au long des années 2012 à 2015, l'IRAD a été fortement tributaire des apports de l'aide au développement, notamment des fonds octroyés sous le programme français C2D. Ces derniers servaient à financer une partie importante de la masse salariale ainsi que les recherches sur le cacao et le café, le riz, le plantain, la pomme de terre, le sorgho, le manioc, la volaille, l'horticulture, les légumineuses et l'agrosystème. Ce financement prit fin en 2016.

Millions de francs CFA
(ajustés de l'inflation ; année de référence = 2011)

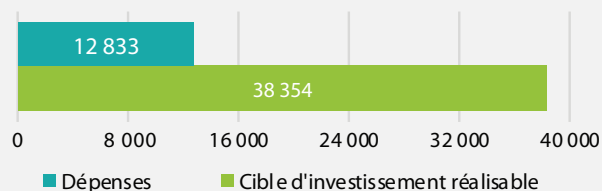


Niveaux d'investissement nécessaires pour combler l'écart d'intensité

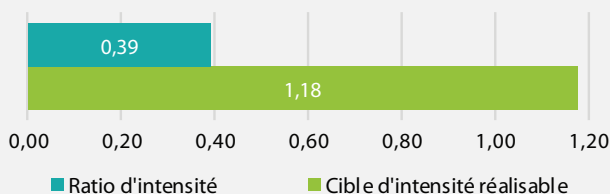
Les pays dont les conditions économiques sont semblables à celles du Cameroun sont censés pouvoir investir au moins 1% de leur PIBA dans la recherche agricole, soit atteindre l'objectif fixé par les Nations Unies et l'Union africaine. Il ressort de l'analyse ASTI que le Cameroun est en mesure d'investir jusqu'à 1,18% de son PIBA. Or, pour ce faire en 2016, il lui aurait fallu investir près de 38,4 milliards de CFA, au lieu des 12,8 milliards réellement investis.

Dépenses réelles et réalisables 2016

Millions de francs CFA (prix courant)



Ratio (%)



Publications récentes de l'IRAD évaluées par des pairs

Entre 2012 et 2016, les chercheurs de l'IRAD ont publié une moyenne de 50 articles de revue, livres et chapitres d'ouvrage par an. Tout en étant relativement élevé par rapport à celui d'autres instituts de recherche agricole africains, le taux moyen de publications réalisées par chercheur par an (0,168) demeure très bas par rapport aux cibles internationales.

Type	Nombre de publications, moyenne 2012-2016	Par chercheur ÉTP
Articles scientifiques		
revue internationale	42,6	0,144
revue régionale	—	—
revue nationale	3,2	0,011
Livres	1,8	0,006
Chapitres d'ouvrage	2,2	0,007
Total	49,8	0,168

Ressources pour le Cameroun

Cette fiche d'information présente les récentes données sur les performances de la recherche agricole au Cameroun. Elle se concentre essentiellement sur des informations relatives aux ressources financières, humaines et institutionnelles et aux résultats de la recherche, tout en mettant en exergue les tendances, les défis et les changements institutionnels. Des ressources additionnelles sont disponibles sur www.asti.cgiar.org/fr et comprennent :



La page interactive se rapportant au Cameroun présente des données se rapportant aux investissements et aux capacités de la recherche agricole, un outil pour explorer et télécharger ces données, et des hyperliens pour accéder à une variété de publications spécifiques.



L'outil d'analyse comparative permet de classer et de comparer des indicateurs de recherche agricole de différents pays africains.



L'outil de téléchargement de données permet d'accéder à des graphiques et des ensembles de données ASTI plus détaillés pour le Cameroun et bien d'autres pays.



L'annuaire ASTI répertorie les organismes effectuant la recherche agricole au Cameroun, en spécifiant leur emplacement et quelques indicateurs clés.

english español contact

INDICATEURS RELATIFS AUX SCIENCES ET TECHNOLOGIES AGRICOLES
Données et analyses d'accès libre sur les investissements de ressources financières et humaines dans la recherche agricole des pays à revenu faible et intermédiaire

Accueil Données Régions Publications Partenaires Présentation Pays

Fiche d'information : Dernière
Données complètes
Organismes de recherche
Plus d'info

CAMEROUN

Faible niveau d'investissement
Si, entre 2012 et 2014, les dépenses de recherche agricole du Cameroun ont pu croître de 10% grâce au renforcement des contributions de l'État et d'autres organisations, la part du PIBA qu'elles représentent (0,34% en 2014) reste néanmoins bien en deçà de la cible de 1% recommandée par l'UA et l'ONGU. Des investissements plus importants sont nécessaires, notamment pour améliorer l'offre de formation, la conduite d'enquêtes fondamentales, la mise en place des bases de données, les équipements des laboratoires et les infrastructures.

Défis liés aux capacités
Ces dernières années, le principal organisme public de recherche agricole, l'IRAD, a vu baisser son effectif de chercheurs agricoles : aux départs à la retraite (âge officiel de la retraite est de seulement 55 ans) se sont ajoutées des démissions motivées par l'insatisfaction au travail et par des salaires non-compétitifs. Le manque de personnel est particulièrement aigu dans les domaines axés sur la production animale, la nutrition et la sécurité alimentaire, les arbres fruitiers, les légumes et certaines cultures vivrières indigènes autres que le maïs et le manioc.

Importance de l'aide extérieure
Mis en oeuvre par l'Agence française de développement, le programme C2D d'annulation et de reconversion de la dette camerounaise à la France a contribué plus de 2 milliards de francs CFA aux projets de recherche de l'IRAD pour les années 2014-2017. Ce financement a facilité la mise à niveau des laboratoires, y compris l'achat de fournitures et d'équipements indispensables et, de plus, une partie des apports du C2D alimentent un fonds concurrentiel d'appui à des recherches initiées par le secteur privé.

Procédures et méthodologies ASTI

- ▶ Les **données sous-jacentes à cette fiche** ont été obtenues principalement par la tenue d'enquêtes primaires, bien que certaines données proviennent de sources secondaires ou des estimations.
- ▶ Par **recherche agricole**, ASTI entend celle du secteur public, de l'enseignement supérieur et du secteur à but non lucratif ; est exclue la recherche conduite par le secteur privé à but lucratif en raison de l'insuffisance des données disponibles.
- ▶ Pour calculer ses statistiques sur les ressources humaines et financières, ASTI se base sur l'**équivalent temps-plein (ÉTP)**, qui prend en compte la proportion de temps effectivement consacré à la recherche par rapport au temps accordé à d'autres activités.
- ▶ ASTI présente ses données financières en monnaie locale de 2011 et en **dollars de parité de pouvoir d'achat (PPA) de 2011**. En comparant les prix d'un plus grand éventail de biens et services locaux — par contraste à des biens et services échangés sur les marchés internationaux — les PPA reflètent mieux le pouvoir d'achat relatif des différentes devises que ne le font les taux de change officiels.
- ▶ Les montants que **dépense le secteur de l'enseignement supérieur** pour sa recherche font l'objet d'une estimation, car il s'avère impossible de les isoler des autres dépenses du secteur.
- ▶ Notez que l'**arrondi des décimaux** peut faire en sorte que le total soit supérieur ou inférieur d'une unité à la somme des parts.



Pour de plus amples informations sur les procédures et méthodologies ASTI, consultez www.asti.cgiar.org/fr/methodology.

Sigles et acronymes

C2D	Contrat de Désendettement et de Développement
ÉTP	Équivalents temps plein
IRAD	Institut de Recherche Agricole pour le Développement
MINRESI	Ministère de la Recherche et de l'Innovation Scientifique
PIBA	Produit intérieur brut agricole
PPA	Parité de pouvoir d'achat (taux de change)
R&D	Recherche et développement expérimental

Concernant ASTI, IFPRI et IRAD

En collaboration avec un vaste réseau d'institutions internationales et d'organismes nationaux et régionaux de R&D agricole, le **programme ASTI sur les indicateurs relatifs aux sciences et aux technologies agricoles** constitue une source fiable d'information sur les systèmes de R&D agricole du monde en développement. ASTI relève de l'**Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)** qui, en tant que membre du CGIAR, propose des solutions empiriques aux problèmes de la faim, la malnutrition et la pauvreté. L'**Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD)** est le principal organisme de recherche agricole du Cameroun. Il est placé sous la tutelle du Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation. Ses recherches portent sur les cultures, l'élevage, la sylviculture, les pêches et les ressources naturelles.

ASTI/IFPRI et IRAD remercient les organismes de R&D agricole ayant participé et contribué à la collecte des données et à la rédaction de cette fiche d'information. ASTI remercie également la Fondation Bill & Melinda Gates et le programme de recherche du CGIAR sur les politiques, institutions et marchés d'avoir apporté un soutien généreux à ses travaux en Afrique subsaharienne. Cette fiche constitue un produit ASTI direct qui n'a pas fait l'objet d'une évaluation par des pairs ; les opinions exprimées sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les politiques ou les opinions ni de l'IFPRI ni de l'IRAD.

Copyright © 2018 Institut international de recherches sur les politiques alimentaires et Institut de Recherche Agricole pour le Développement. Nous autorisons la reproduction d'une ou de plusieurs sections de ce document sans demande de permission expresse, à condition que mention soit faite des auteurs (IFPRI et IRAD). Veuillez contacter l'IFPRI à l'adresse ifpricopyright@cgiar.org si vous souhaitez rééditer le texte intégral.